FEDERATION INTERNATIONALE DES OUVRIERS DU TRANSPORT

FASCISME

KEMPSTON
BEDS.
ANGLETERRE

DONNEES ET CHIFFRES SUR LES DICTATURES

PARAIT EN FRANÇAIS, ANGLAIS, ALLEMAND, NEERLANDAIS, SUEDOIS, ESPAGNOL ET ESPERANTO

PRIERE DE REPRODUIRE EN MENTIONNANT LA SOURCE (I.T.F.)

No. 24
8ème année

le 14 décembre 1940.

L'édition française de "Fascisme" cesse de paraître.

"Fascisme" n'est pas une entreprise commerciale. "Fascisme" est un effort désintéressé, voire fort onéreux, de documenter la presse ouvrière et les militants ouvriers sur l'oppression totalitaire.

La guerre a supprimé la partie des ressources de l'I.T.F. provenant de ses organisations affiliées des pays pour le moment écrasés sous les bottes des armées nazies. La guerre a coupé les relations entre l'I.T.F. et ses organisations affiliées de Belgique et de France qui furent les principales à l'intention desquelles "Fascisme" fut édité en français. Il ne reste plus à l'I.T.F. comme membres français que les cheminots et travailleurs du transport Suisses romands et Canadiens français. Les uns et les autres font couramment usage d'une seconde langue et nous devons, à contre-coeur, les prier d'accepter la substitution d'une autre édition de "Fascisme" à l'édition française. Nous sommes certains qu'ils comprennent nos difficultés et approuveront notre décision d'arrêter la publication de l'édition française à la fin de cette année.

"Fascisme"n'est pas édité exclusivement à l'intention des journaux et militants d'organisations affiliées. Le service en est fait aux journaux ouvriers, aux militants des syndicats et à des antifascistes de divers milieux. Pour autant qu'ils se servent de la langue française, le nombre de ces lecteurs a diminué aussi par la force des choses. A ceux qui restent,nous offrons de fournir sur demande l'édition allemande, anglaise , espagnole ou suédoise.

Contrairement à l'habitude, nous n'exprimons pas l'espoir de pouvoir faire revivre dans un avenir assez proche, notre publication. Au contraire, nous espérons que la victoire des armes britanniques et alliées fera disparaître les dictatures et rendra sans objet notre effort de documenter le monde syndical sur les méfaits des oppresseurs totalitaires.

Le Secrétariat de l'I.T.F.

Les Nazis d'Extrême-Orient

Les industriels japonais empochent des bénéfices de guerre par pelletées. (I.T.F.) Depuis quatre ans déjà les dominateurs du Japon mènent leur guerre de rapine sur le continent asiatique. En Chine aussi bien qu'au Japon, les paysans et les ouvriers ont à souffrir mais pour les industriels japonais, la guerre est une excellente affaire. En 1936, dernière année de la préparation de l'agression contre la Chine, les Sociétés japonaises accusèrent un bénéfice net de 39½ % de leur capital en actions.

Pendant les trois années de la guerre, les bénéfices de guerre des industriels japonais augmentèrent en même temps que les souffrances des paysans et des ouvriers. Les bilans publiés entre janvier et juillet 1940 démontrent que les profiteurs japonais ont pu

pendant la troisième année de la guerre, enregistrer jusqu'à 48,1% de bénéfice. A cela, il convient d'ajouter les bénéfices secrets dont il n'est pas possible d'estimer l'importance .

Ce n'est que par une exploitation outrancière des travailleurs japonais que de pareils bénéfices ont été possibles. Afin d'enrayer toute résistance des ouvriers, le gouvernement japonais a aggravé la terreur contre les ouvriers, a dissous cet été les syndicats et a à présent (en novembre) introduit le droit ouvrier le plus réactionnaire qui soit: le droit nazi.

Les ouvriers japonais sont livrés au bon vouloir du patronat.---------- (I.T.F.) Berlin se réjouit des nouvelles mesures radicalement anti-ouvrières de ses alliés. L'Agence d'information berlinoise "Europapress" mande avec triomphe de Tokio que, par sa nouvelle loi sur les droits ouvriers, le gouvernement japonais a jusque dans les moindres détails suivi l'exemple allemand.

L'employeur a tout à dire. (I.T.F.) Au Japon, tout comme en Allemagne, c'est maintenant le chef d'entreprise qui tranche vis-à-vis de ses salariés dans toutes les questions touchant l'entreprise. Au Japon, tout comme en Allemagne, c'est l'employeur qui dicte les conditions de travail, valables dans son entreprise. En Allemagne l'adhésion au Front allemand du travail est facultative s'il faut en croire les assurances données sur le papier par les Nazis. Néanmoins, par la menace d'un chômage permanent et du camp de concentration, les ouvriers et employés sont contraints de "librement" adhérer au Front du travail. Ensemble, l'employeur et ses salariés constituent la "Communauté d'entreprise de l'établissement X", sous la direction de l'employeur lui-même ou d'un membre du personnel désigné par lui.

Propagande et espionnage. (I.T.F.) La communauté d'entreprise japonaise de son côté veille à ce que, au moyen d'organes spécialement reconnus à cet effet, d'une part les ouvriers soient renseignés sur les intentions de l'administration de l'Etat et que cette administration soit d'autre part renseignée sur les conditions sociales des travailleurs. Tout comme en Allemagne le Front du Travail est l'organisation de propagande du parti nazi dans les entreprises et renseigne la Gestapo et les autorités sur la situation et l'état d'esprit; l'organisation japonaise est une copie servile de l'exemple allemand. En Allemagne toutes les communautés d'entreprise d'une même branche économique sont soumises à un même office corporatif dans les directionsrégionales et centralement d'un même office corporatif dans la direction centrale du Front allemand du travail. Au Japon, tous les groupements d'entreprise d'une même industrie et d'une même région sont unis dans des communautés d'entreprise qui sont unies de leur côté dans la communauté d'entreprise nationale.

Au Japon "la communauté d'entreprise nationale est un organe de droit public et partie inhérente de l'administration de l'Etat". Le Front allemand du travail par contre est une section du parti nazi. Les organes sociaux de l'Etat fonctionnent en Allemagne de manière autonome et indépendante du Front du Travail, au moyen des Commissaires au travail. Les employeurs peuvent eux, décider comme bon leur semble dans toutes les questions touchant particulièrement leur entreprise; les conditions de travail générales sont fixées par le Commissaire au travail. Les industriels allemands se sont cependant assuré de l'influence sur les organes sociaux de l'Etat du fait que le ministre du Travail du Troisième Reich est un industriel et que la majorité des Commissaires au travail ont été désignés dans les milieux des organisations patronales.

Les employeurs japonais n'ont pas besoin de ce détour. Leurs "communautés d'entreprise" sont nanties de pouvoirs souverains sur tous les conflits du travail. Le nouveau droit ouvrier japonais interdit les grèves et fait de l'employeur un arbitre--à quel point impartial! -- dans tous les conflits du travail.

Asservissement des travailleurs est le "nouvel ordre" que Berlin, Tokio et Rome ont apporté aux travailleurs d'Allemagne, d'Italie et à présent aussi du Japon et auquel ils voudraient assujettir tous les travailleurs d'Europe, d'Asie et d'Afrique!
(Le "Kölnische Zeitung" du 15 novembre donna des renseignements de source japonaise sur les bénéfices des industriels japonais. Voir en outre le communiqué de la Europapress mandé de Tokio le 11 novembre. Cf.aussi "Fascisme" des 27 juillet et 5 octobre 1940.)

Les soldats allemands apprennent à réfléchir.---------- (I.T.F.) Le consortium de laine artificielle de Thuringue a publié une série de lettres du front reçues par lui d'ouvriers et d'employés appelés sous les drapeaux. Les lettres ont naturellement été soigneusement triées et la majorité d'entre elles proviennent d'employés et d'ouvriers qui--en été 1940, après l'effondrement de la France--faisaient chorus à la propagande allemande. Deux des lettres publiées, néanmoins, trahissent une autre mentalité, déçue par les événements de la guerre. Nous pensons qu'en publiant ces lettres, la direction du consortium nazi a fait oeuvre utile, fût-ce dans un autre sens qu'elle ne le supposait. Les lettres en effet, donneront à réfléchir à plus d'un ouvrier en uniforme. Nous ignorons quel a été le sort des auteurs des lettres.....

Les Luxembourgeois veulent rester ce qu'ils sont..... (I.T.F.) Voici un extrait d'une lettre d'un soldat allemand de l'armée d'occupation au Luxembourg: "Ce que nous faisons, si ce n'est attendre? Chercher notre nourriture, dégourdir un peu nos vieilles jambes, compter les jours jusqu'au jour de la paye, monter un peu la garde et nous mettre en colère contre les gens. C'est ce que nous faisons d'ailleurs toute la sainte journée. Mon vieux, les Luxembourgeois ont dû dormir pendant les derniers vingt ans. Comparés à eux, les Français sont cent fois meilleurs. Mais ceux-ci ici, ne nous aiment pas du tout, même s'ils font semblant de ne pas être bien méchants. Je crois moi , qu'ils prient tous les jours pour que nous filions bien vite. Ils prient beaucoup toujours mais à présent, je crois, deux fois autant. Quand ils se mettent à jaser leur jargon--le luxembourgeois l'appellent-ils--tes cheveux se dressent à te soulever le casque sur la tête, mon vieux. Ils parlent évidemment aussi l'allemand, mais pas volontiers. Ils nourrissent l'espoir que le bon vieux temps reviendra...et ils se disent à voix basse, quelquesfois même à haute voix: 'Nous voulons rester c ce que nous sommes' Ils le voudraient bien, mais..."

Un soldat dont les yeux se sont ouverts. (I.T.F.)La direction des établissements du consortium "Thüringische Zellwolle"(laine de cellulose) retient une certaine somme sur le salaire de tous ses ouvriers et employés et, au moyen des fonds ainsi ramassés, envoie des paquets aux ouvriers et employés au front, au nom de la direction de l'établissement. Elle verse aussi de temps en temps de petits secours aux familles. L'ouvrier Max Haase--il est caporal et a donc le même grade qu'avait obtenu Hitler après quatre années de guerre-- a remecié la direction de tous ses dons aussi poliment qu'on pouvait l'attendre de la part d'un membre du Front allemand du Travail, et même "de l'intérêt qu'elle a montré pour son état de santé". Mais lorsqu'il vint en permission au pays, il apprit que la direction retenait de l'argent sur le salaire de ses camarades pour pouvoir servir aux soldats des radotages sur la camaraderie. Il en eut assez. "J'étais en permission la semaine dernière; je ne me suis pas rendu à l'usine, le mot de "camarade" ne fait que m'irriter" écrivit-il à la direction. Je vous prie de faire passer ces lignes...mais je n'attends aucune réponse". Lorsque la direction lui répondit que de pareilles lettres étaient blessantes, il répliqua sans ambages: "Si vous considérez que la vérité est humiliante, j'en suis peiné...Je regrette que vous ayez encore versé à ma femme une allocation de Nöel; si vous désirez que je vous la retourne, veuillez me le faire savoir immédiatement.
Pourquoi le mot de "camarade" me répugne? Je puis aussi vous renseigner sur cela. Quand on vient en permission on se rend compte

qu'on ouvre de grandes gueules dans l'entreprise. Ou croyez-vous peut-être qu'on est idiot et qu'on ne le voit pas? On entend assez pour pouvoir se faire une idée de ce qui se passe."

La direction nazie exigea que le soldat fasse des excuses pour avoir écrit une lettre exprimant si franchement sa pensée. L'ouvrier répondit: "Des excuses ne pourraient entrer en considération pour moi. Ne croyez pas surtout que j'attache un prix quelconque à vos dons provenant de votre fonds dit le "Merci au Front". Je ne veux pas moi, qu'on puisse me jeter à la tête plus tard d'avoir tiré de la poche de mes malheureux camarades leurs pauvres sous gagnés si péniblement. Que les camarades qui sont encore au travail et dans leur famille, jouissent de ce bonheur! Nous autres, soldats, voyons les choses différemment. Et pourquoi? Oui voilà, c'est exactement sur cela que nous devons nous taire..."

"Jamais plus..." (I.T.F.) L'ouvrier Max Hartung communiqua du front à la direction de son usine qu'il n'avait pas l'intention de retourner dans l'entreprise après la guerre. La direction surprise, s'enquérit des raisons. Le soldat qui, dans l'entreprise n'osait pas ouvrir la bouche par crainte de la Gestapo, cette fois répondit carrément: "Je vois dans votre lettre du 21, que vous désirez savoir pourquoi j'ai pris mon congé. Ce n'est guère intéressant pour moi de faire le travail malsain de la plomberie à raison de 67 pfennigs par heure. Je m'y suis d'ailleurs abîmé les yeux au point de pouvoir à peine discerner une cible à 100 mètres de distance. (Et malgré cela il fut enrôlé dans l'armée! Réd.) Nous serons transférés ailleurs dans quelques jours. Où? Nous ne le savons pas encore. Si j'en reviens, je n'ai guère l'intention plus tard de travailler de nouveau jour et nuit, jours de semaine et dimanches, de manière à devenir un invalide en moins de trois ans".

Des lettres de soldats montrent le remous que la guerre a provoqué et ces lettres ne sont que des symptômes annonciateurs de développements futurs.

Famine en Pologne. (I.T.F.) Dans le gouvernement général de Pologne, seuls les Allemands et les Ukraniens peuvent manger à leur faim; les Polonais et les Juifs doivent jeûner. Dans les rues des villes polonaises, ont voit des visages hâves et émaciés, des enfants faméliques et des femmes épuisées se traînant péniblement. Les Polonais et les Juifs peuvent s'acheter tous les jours 250 gr. de pain, soit quelques tranches d'un pain noir et pâteux, fait de farine moulue à outrance, de beaucoup de pommes de terre et apparemment souvent aussi de sciure de bois. La ration de pain en Allemagne est de 320 gr. par jour. Pour les autres denrées alimentaires il n'y a pas de rations minima. La moitié droite de la carte de pain est faite de cases numérotées sans aucune mention de l'article auquel elles donnent droit. Les journaux publient des indications à ce sujet. Pendant les huit premiers mois de 1940 ces cartes n'ont pas une seule fois donné droit à du beurre ou de la margarine et chaque ménage n'a reçu que trois fois une bouteille d'un demi-litre d'une huile de cuisine brunâtre . Jusqu'en juin il y avait assez régulièrement 500 gr. de sucre par mois; depuis lors la ration a sensiblement diminué; elle est souvent de 250 gr. par mois seulement, soit 62,5 gr. par semaine, un peu plus que le quart de la ration allemande. De temps en temps une case de la carte donne droit à des pâtes, du macaroni ou des nouilles. Au mois de juin, on put plus d'une fois acheter sur la carte des pommes de terre italiennes, au prix de 35 groschen le kilo. Les pommes de terre ne sont pas rationnées. Dans le commerce libre elles coûtaient à cette époque 40 groschen, quatre fois le prix d'avant-guerre.

Quant à la viande, on put en obtenir à Varsovie trois fois en huit mois, chaque fois 100 gr., soit en moyenne 8,5 gr. par semaine, c'est-à-dire le soixantième de la ration allemande

Avec ces rations de famine un peuple dépérit lentement. Les Allemands ont en Pologne, des magasins spéciaux qui sont relativement bien approvisionnés; ils reçoivent des rations plus élevées. Souvent on peut voir devant ces magasins de pauvres enfants polonais qui veulent du moins se rassasier des yeux de toutes ces bonnes choses,

inabordables pour eux. Les Ukraniens ont droit aux mêmes rations que les Allemands car l'administration allemande les traite avec certains égards, voyant en eux des Alliés contre les Polonais et, un jour, contre les Russes.

Une partie de la population polonaise doit travailler pour l'Allemagne; l'administration allemande a donc un certain intérêt à ce que les personnels des établissements d'un intérêt vital pour la guerre, restent en forme. De temps à autre, elle procure par conséquent des rations supplémentaires à ces travailleurs, par l'intermédiaire des cantines et coopératives, par exemple une livre de farine ou de pâtes. C'est à cet effet que l'appareil de distribution des coopératives a été maintenu en état de fonctionnement sous le contrôle allemand. Même ces rations supplémentaires cependant ne permettent pas aux ouvriers de manger à leur faim.

Il est vrai que dans le commerce clandestin on peut encore se procurer bien des choses, mais seulement à des prix de fantaisie. Le beurre se payait à Varsovie au début de septembre 20 zloty la livre, sept fois le prix d'avant-guerre. Une livre de lard dont le prix au mois d'août était encore de 2 zloty, rapportait dans le commerce clandestin 12,5 zloty et un litre de lait, autrefois 26 groschen, se paye à présent 150 groschen. Les salaires sont bas; les ninima prévus dans les anciens contrats collectifs conclus par les syndicats étaient encore supérieurs aux maxima fixés par les Nazis pour les ouvriers polonais; un ouvrier sans qualification spéciale doit travailler pendant près de trois heures avant de gagner de quoi acheter un litre de lait à ses enfants. Et bien des ouvriers ne travaillent que quelques jours par semaine.

Les trois quarts des entreprises dans le gouvernement général travaillent de nouveau à présent mais elles n'employent en moyenne que 30% du personnel d'avant-guerre et la pénurie de commandes ainsi que de matières premières les force à un chômage partiel. La production industrielle n'est plus que de 15% de celle d'avant-gue... (Les renseignements datent de la première semaine de septembre.)

Traite de blanches. (I.T.F.) Des dizaines de milliers de jeunes filles et de jeunes femmes polonaises ont été transportées en Allemagne par les Nazis. Beaucoup d'entre celles-ci travaillent dans des propriétés en Allemagne orientale, d'autres dans les ménages de dignitaires nazis. Un grand nombre ont disparu. Ce n'est qu'occasionnellement que les Polonais qui peinent en Allemagne ont de leurs nouvelles. "C'est un crime, ce que l'on fait de nos jeunes filles"--peut-on lire dans des lettres que des ouvriers polonais envoyent chez eux.

De temps à autre des disparues sont renvoyées en Pologne malades, souvent enceintes.

Les familles des jeunes filles transportées en Allemagne vivent dans une éternelle anxiété quant à leur sort.

En Pologne aussi, de jeunes femmes disparaissent. Presque journellement on peut voir dans les journaux polonais des annonces qui traduisent l'inquiétude de parents: "Qui peut donner des nouvelles de la jeune une telle? Elle s'est rendue à son travail tel matin et n'est pas rentrée...."

Les domestiques allemands ont, pour autant que possible, cherché des emplois dans les fabriques de munitions où elles gagnent davantage. Les femmes des bonzes nazis ne veulent toutefois pas vaquer elles-mêmes aux travaux du ménage et ont par conséquent de plus en plus recours à des servantes polonaises. En Allemagne orientale ces jeunes filles, catholiques, sont en général traitées aussi mal que le désirent les Nazis mais dans les villes allemandes à l'ouest de l'Elbe, surtout dans celles à population catholique, on les considère encore comme des êtres humains. Les Nazis n'aiment pas cela. Un journal de Munich, centre de la bonzocratie nazie, incite les maîtresses de maison à ne pas oublier qu'une Polonaise est "d'un peuple dont le sort est de servir". Il ne faut pas que les servantes polonaises "mangent à table avec la famille et partagent ses joies et ses chagrins....A la Polonaise la maîtresse de maison donne du pain, non pas une part à la vie familiale". Les enfants mêmes doivent

être déshabitués à considérer une Polonaise comme un être humain. "Ils doivent être éduqués par leurs parents à voir dans les domestiques polonais quelque chose d'étranger, de différent".
(Le syndicaliste polonais qui nous a fourni ces renseignements a vu beaucoup de lettres envoyées par des ouvriers polonais à leur famille. L'avertissement aux ménagères parut entre autres dans le journal "Münchner Neueste Nachrichten", numéro du 8 novembre.)

Le régime nazi est un régime de dépression des salaires et secours.

Les Nazis abaissent de 30% le salaire réel des travailleurs hollandais.---

(I.T.F.) Systématiquement les Nazis s'efforcent de déprimer le niveau de vie des travailleurs hollandais au bas niveau des classes laborieuses allemandes. Le coût de la vie y a déjà monté de 20% et on compte avec une augmentation ultérieure de 10%. Avec cela, les impôts seront majorés. Aucun rajustement des salaires ne pourra toutefois être pratiqué.

Le 10 mai, au moment de l'invasion en Hollande, le commandement militaire allemand déclara, dans une proclamation, que les prix ne pourraient pas être majorés. Toutefois "ces derniers mois le niveau du coût de la vie en Hollande, sensiblement inférieur au niveau allemand a déjà monté de 15 à 20% et l'on compte sur une majoration ultérieure d'environ 10%. Ajoutons à cela l'adaptation du régime fiscal aux conditions du Reich"--ainsi déclara le Commissaire pour l'économie à la Haye, parlant dans une réunion des industriels du bassin de la Wupper.

Le nouveau Commissaire aux prix cependant, déclare aux ouvriers hollandais qu'il n'est "pas souhaitable de toujours majorer les salaires selon des règles fixes conformément aux mouvements du chiffre-indice".

Le niveau de vie des travailleurs hollandais doit être abaissé: cela fait partie des plans des Nazis pour la création d'un nouvel ordre européen .
(Discours prononcé le 19 novembre par le Commissaire Fischböck devant la Chambre du Commerce et de l'Industrie du bassin de la Wupper, cité dans le "Kölnische Zeitung du 21 novembre 1940. Discours du Commissaire aux prix Radio Hilversum 4 décembre 1940.)

Réduction des salaires dans le Protectorat.---

(I.T.F.) Suivant les conceptions des Nazis les Tchèques sont une sorte d'êtres inférieurs d'une qualité meilleure que d'autres. On les traite par conséquent un peu mieux que les Polonais ou même les Juifs mais la "protection" des Nazis ne leur permet cependant pas un niveau de vie égal à celui, déjà bas, des travailleurs allemands. Sciemment les Nazis ont donc tendu à avilir le niveau d'existence des travailleurs tchèques. Depuis l'entrée des troupes allemandes à Prague, les prix des denrées alimentaires ont été adaptés au coût de la vie en Allemagne. Le but est pour ainsi dire atteint. L'Office de statistiques du Reich écrit qu'en juillet 1940 "le coût de la vie à Prague n'était que de 5% inférieur à celui de Berlin". Les indemnités de vie chère durent certes être accordées sous la pression des travailleurs, variant selon l'importance que les industries avaient pour la guerre des Nazis mais--ainsi observe sèchement l'office de statistiques du Reich--"les taux de rétribution dans le Protectorat se trouvaient...en été 1940..en moyenne encore à environ 20% au-dessous de ceux en vigueur dans les parties voisines du Reich (Silésie, Pays des Sudètes, Saxe, Allemagne centrale, Bavière). Une comparaison avec la moyenne des taux du Reich accuse une différence encore plus marquée."

Salaires réels inférieurs de 20% à ceux du Reich.---

(I.T.F.) "Lorsqu'en outre on tâche de tenir compte des écarts du coût de la vie, on arrive à la conclusion que le pouvoir d'achat des salaires payés dans le protectorat de Bohème et de Moravie était (en été 1940) encore de 15 à 20% inférieur à

celui des salaires dans les régions voisines de l'ancien Reich".

Avec cela, réduction des salaires. Le mouvement des salaires, ne donne pas avec cela une image juste de la courbe de la rétribution. Partout en effet, les suppléments et allocations furent avilies. En septembre on a par exemple, privé les quelque 10.000 ouvriers des établissements de Kladno de la Société sidérurgique de Prague et de la Poldihütte du supplément de 25% pour travail de nuit, arraché dans le temps par le syndicat des métallurgistes, et réduit de 100% à 50 le supplément pour travail du dimanche. Le recul du revenu n'a été que partiellement compensé par une petite majoration du salaire de base.
("Wirtschaft und Statistik", 2ème volume de septembre 1940.-Renseignements de syndicalistes tchécoslovaques. Les chiffres officiels allemands donnent une image trop favorable de la situation, mais ils caractérisent bien la tendance générale de la politique des prix allemands.)

Avilissement de l'allocation de chômage en Norvège.---------- (I.T.F.) Les Nazis ont réduit l'allocation de chômage pour tous les sans-travail norvégiens célibataires. Les chômeurs occupés aux travaux de secours ne touchent plus pour une longue journée de travail--dans les chantiers de construction ou aux travaux de réfection des routes--que 4,50 couronnes par jour, salaire touché par un ouvrier terrassier régulièrement embauché pour 2 heures et demie de travail. Ce n'est que dans des cas exceptionnels et lorsqu'il s'agit de travaux spéciaux qu'une rétribution supérieure est accordée; elle peut s'élever jusqu'à un maximum de 9 couronnes par jour.

On espère par ces méthodes, pousser les chômeurs à se laisser recruter pour le travail en Allemagne.

Au début de janvier un premier transport de 5.000 travailleurs norvégiens partira pour l'Allemagne. Le voyage jusqu'à la frontière est à la charge du gouvernement norvégien.
(Discours du sous-secrétaire d'Etat Meidell du 2 décembre 1940.)

On trompe des déportés. (I.T.F.)Les ouvriers de Norvège, de Belgique, de Hollande, du Danemark, de France et de Bohème transportés de force en Allemagne, sont à présent invités par les Nazis à faire venir leur famille. Les propagandistes nazis joignent à cette invitation la promesse d'un emploi durable en Allemagne.

Les Nazis pensent que les ouvriers déportés en Allemagne se consoleront plus facilement de leur sort s'ils peuvent vivre dans leur famille. Des motifs financiers jouent également dans cette décision, car l'esclave coûte moins lorsqu'on n'a pas besoin de lui payer de temps à autre un voyage pour rentrer au pays. En outre le transfert de familles entières a pour effet d'augmenter la main-d'oeuvre disponible. Enfin, la suppression des visites régulières au pays, isole complètement les familles déportées en Allemagne et la population des territoires occupés ne reçoit plus que rarement des informations de témoins oculaires sur la situation dans le Troisième Reich. La promesse d'un gagne-pain durable doit servir à inciter les ouvriers à faire venir leur famille en Allemagne.

Les Nazis dupent les ouvriers. Ce n'est pas un gagne-pain durable qu'ils veulent leur donner en Allemagne; ce qu'ils veulent c'est s'en servir pour remplacer les Allemands au front. Si après cette guerre Hitler devait être en état de démobiliser l'armée allemande, il jetterait simplement sur le pavé ces serfs étrangers. Aujourd'hui déjà, le sous-secrétaire d'Etat Syrup, chef du service de recrutement de la main-d'oeuvre travaillant pour le Plan quadriennal, annonce dans "Stahl und Eisen" un des organes de l'industrie métallurgique allemande (No.47, 1940) "qu'après la guerre, tous les ouvriers étrangers pourront, si nécessaire, être congédiés à court délai".

De Hollande, les Nazis ont jusqu'ici déporté 80.000 travailleurs en Allemagne. Cela ne leur suffir pas; toujours à nouveau les racoleurs sont à la chasse de "volontaires". Cette chasse leur est rendue difficile du fait que les organisations de bienfaisance

et certaines municipalités ne privent pas de secours les chômeurs qui refusent d'aller travailler en Allemagne.

Au Danemark, un pareil système n'est pas toléré. Jusqu'ici les caisses d'assurance-chômage au Danemark payaient aux travailleurs rentrés au pays et qui ne voulaient plus retourner en Allemagne, un modeste secours. Les autorités allemandes ont protesté contre cette procédure et ont imposé aux autorités danoises l'interdiction de ce secours.

De Belgique 70.000 à 80.000 travailleurs ont jusqu'ici été déportés en Allemagne.

De toutes les manières, les Nazis tâchent d'empêcher que l'on soit, dans les régions occupées, renseigné sur les conditions de travail faites aux ouvriers déportés. De sévères punitions ont été infligées aux ouvriers ayant, à leur retour au pays, raconté des détails sur leur vie là-bas. Le cas s'est produit récemment d'un ouvrier hollandais condamné à huit mois de cellule pour un pareil méfait. Ce scandaleux verdict est publié par le "Deutsche Zeitung in den Niederlanden" dans des buts d'intimidation.

Comment l'Europe est affamée

Rationnement au profit de l'Allemagne.------- (I.T.F.)A la mi-novembre on a procédé au Danemark au rationnement du beurre et à l'interdiction de la production de fromage gras. "A la suite du rationnement, l'exportation du beurre a sensiblement monté" écrivait après la première semaine de rationnement le périodique agraire officiel danois "Landbrugaedets Meddelser".

Le pays du beurre et de la viande.(I.T.F.) En ce qui concerne la Hollande, le pays du beurre et de la viande, le speaker de l'agence de presse hollandaise A.N.P. l'a raconté ouvertement le 2 décembre au microphone de Radio-Hilversum. "Beaucoup de Hollandais se demandent"--ainsi dit-il-- "comment il se fait qu'en Hollande, le pays du beurre et de la viande il y ait en ce moment des difficultés dans l'approvisionnement en beurre et en viande".

La chose s'expliquait facilement. En été 1940 on n'avait pas, comme d'autres étés, mis au frigorifique de grandes quantités de beurre. La consommation de beurre avait par contre, été plus élevée que de coutume, attendu qu'après l'entrée des troupes allemandes, la production de margarine avait été resserrée. La pénurie de fourrage concentré et l'abattage d'une partie du cheptel avait en outre considérablement fait baisser la production de lait. Enfin, l'armée d'occupation avait obtenu certaines quantités de beurre et devait continuer à en avoir.

En été 1940, on n'avait pas non plus comme d'autres années mis en conserve de grandes quantités de viande, malgré l'abattage de bétail. Les grandes quantités de viande disponibles furent immédiatement transportées en Allemagne. Avec cela, l'armée d'occupation mange de la viande hollandaise. Actuellement les quantités de viande à l'abattoir ne dépassaient pas le dixième de celles d'autrefois. "Il faut que nous nous résignions aux conséquences de la guerre perdue"--déclara le speaker par manière de consolation.

Entretemps la ration de viande a été diminuée de 40%. Le fromage aussi a été rationné; on ne peut plus en obtenir que 100 grammespar semaine et par personne..Tout cela dans le pays où la viande et les produits laitiers abondaient!

Poisson pour l'Allemagne. (I.T.F.) La Belgique, la Hollande, le Danemark et la Norvège possédaient d'importantes flottes de pêche et des marins-pêcheurs experts. Aujourd'hui toutefois le poisson est rare dans ces quatre pays. La pêche hauturière ne pouvait plus être pratiquée en Hollande depuis le début des hostilités, et jusqu'à l'agression allemande c'était le Danemark qui fournissait par conséquent du poisson à la Hollande. A présent ces livraisons de poisson ont cessé.

Le Danemark doit en effet envoyer son meilleur poisson en Allemagne. "Stiftstidende", quotidien du port de pêche danois Odense se plaint (le 27 novembre):" Les spécialistes de l'alimentation nous

invitent à manger plus de poisson, le poisson contenant plus de vitamines que la viande. Seulement on ne peut se procurer que de misérables petites plies, quelque harengs et un peu de morue, le tout à des prix exorbitants".

En Hollande on ne peut même pas se procurer de harengs. Lors de l'expédition de poisson de Norvège en Allemagne, il y eut de nombreux actes de sabotage. Beaucoup de Norvégiens ont été condamnés à de longues peines de cellule.

Routes qui mènent en Russie. (I.T.F.) En automne 1939 l'Allemagne fit construire par ses ouvriers affectés au travail obligatoire, des routes destinées à faciliter l'agression contre la Belgique et la Hollande. A présent, des ouvriers polonais et ukraniens doivent construire des routes permettant d'amener des armées en Russie. Pour la Pologne, le Gouverneur général a institué un "service de construction". Pour commencer il avait été décidé que seuls les jeunes chômeurs âgés entre 18 et 24 ans doivent se faire inscrire pour faire trois mois de travail à la construction de routes stratégiques. On leur promettait à la place le logement et la nourriture gratuits ainsi qu'un argent de poche. Attendu toutefois que le nombre des chômeurs qui s'offraient était insuffisant, les autorités imposent maintenant le travail forcé au service de construction; les Ukraniens doivent peiner pour Hitler dans le service de la patrie ukranien.

Prolongation des heures de travail dans l'industrie minière hollandaise. (I.T.F.) Sur l'ordre des autorités nazies le travail du samedi dans les mines hollandaises a été prolongé de 6 à 8 heures.

Maisons du peuple norvégien transformées en casernes.---- (I.T.F.) Dans toute la Norvège les Nazis de Quisling ont transformé en casernes les Maisons du Peuple du mouvement ouvrier.

---

le 14. Décembre 1940.

QUE DIT LA T.S.F?

M.Belin dissout son propre syndicat. (I.T.F.) Henry Hauck qui pendant 18 ans a été membre d'une des organisations françaises de fonctionnaires que M. Belin vient de dissoudre, dit entre autres, au microphone de la B.B.C.:

"... Aujourd'hui , M. Belin, ancien fonctionnaire, qui sans la Fédération postale et sans la C.G.T. serait simple rédacteur des P.T.T. au lieu d'être ministre du gouvernement de Vichy, s'acharne contre ses anciens camarades, dont il s'est servi comme marchepied. Il interdit aux syndicats de fonctionnaires de se fédérer, et ainsi il essaye de briser leur puissance. Il essaye à la fois d'affaiblir les ouvriers de l'industrie privée et de couper les travailleurs des services publics de l'ensemble des salariés. Il les place sous la tutelle du gouvernement, et ainsi il entend les domestiquer et étouffer leur activité.

Que ces mesures répondent à ce qui a toujours été la doctrine de la haute bourgeoisie réactionnaire et capitularde c'est un fait: il est seulement piquant de constater que les capitulards et les réactionnaires font exécuter leurs desseins par M.Belin, ancien militant du Syndicat des postiers. Mais ces mesures sont aujourd'hui rendues nécessaires, aux yeux des hommes de Vichy, par d'autres raisons pressantes.

C'est en effet parmi les fonctionnaires que se trouve l'opposition la plus efficace à la politique des hitlériens. Non seulement parce que les instituteurs, les postiers, les douaniers, les agents du trésor ont une longue tradition syndicaliste et républicaine et sont les adversaires-nés du fascisme. Mais aussi parce que les fonctionnaires, avec leur compétence, avec leur expérience de l'administration, peuvent gêner considérablement les Allemands et les Hommes de Vichy, qui ne peuvent pas se passer d'eux. Et, croyez-moi, ils ne s'en privent pas! Beaucoup d'entre eux ont su, depuis cinq mois, saboter utilement le fonctionnement des administrations et forcer les chefs allemands et les ministres de Vichy à s'arracher les cheveux de désespoir. Je ne vous donnerai pas de détails, mais vous pouvez être sûrs que le gouvernement de Vichy est d'autant plus furieux qu'il est désarmé contre ses fonctionnaires: il ne peut pas les révoquer, parce qu'il a besoin de leurs connaissances techniques, et que si tout va déjà mal, tout irait encore beaucoup moins bien si les fonctionnaires n'étaient plus là. Alors il rage, il s'énerve et pour essayer d'enrayer le mal et de mettre un terme à la pagaie, il disperse les syndicats et cherche à en faire ses instruments dociles en les pliant à l'obéissance sous une main de fer.

Cela ne réussira d'ailleurs pas plus que n'ont réussi les autres mesures prises par Vichy. Les fonctionnaires français savent que la main de fer du gouvernement est en papier mâché ou en guimauve. Ils considèrent déjà le décret Belin comme un hommage rendu par un gouvernement discrédité à leur patriotisme robuste et leur anti-fascisme vigoureux. Ils y voient une marque d'impuissance dont ils sourient avec fierté et avec confiance. Plus que jamais aux côtés des travailleurs dont on veut les séparer, ils sont décidés à continuer leur lutte sourde et quotidienne contre l'envahisseur et contre les laquais de l'envahisseur. Et plus que jamais, lorsque la victoire aura libéré la France, ils seront prêts à aider à construire dans notre République nouvelle, dans notre démocratie rajeunie, cet Etat moderne et libre que les Français attendent, et où leur compétence et leur dévouement sauront enfin s'employer au service de l'intérêt général."